

gouvernement destinés à atténuer le chômage très grave que révèlent les chiffres publiés aujourd'hui. Je lui pose cette question maintenant tenu surtout du grand nombre de jeunes Canadiens qui arrivent actuellement sur le marché du travail.

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, comme vous seriez le premier à le reconnaître, il est extrêmement difficile pour un ministre, pendant la période des questions, de faire une déclaration comme celle que demande le chef de l'opposition. D'autant que le parti du député a demandé pour demain la tenue d'un débat sur ce sujet. Les ministres concernés pourront alors traiter à loisir de cette question et avec suffisamment de détails.

L'hon. M. Stanfield: Il est important que le ministre réponde à une question qui concerne la politique du gouvernement, monsieur l'Orateur. Il n'a pas le droit de se livrer à des conjectures quant au sujet qui sera débattu demain, journée de l'opposition.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Le premier ministre suppléant pourrait-il préciser si le gouvernement considère que cette crise du chômage s'impose pour combattre efficacement l'inflation?

L'hon. M. Sharp: Si j'ai émis cette hypothèse, c'est que j'avais des raisons de croire que la motion qui sera débattue demain avait été déposée sur le bureau. A mon avis, ce serait le bon moment de discuter tous les aspects de cette question qui mérite d'être approfondie par la Chambre. Il faudrait l'aborder à ce moment-là et non à la période des questions.

L'hon. M. Stanfield: Le premier ministre suppléant est vraiment gentil d'indiquer à l'opposition comment elle devrait se comporter et quelles questions elle devrait poser. L'honorable représentant nous dirait-il—et j'espère que j'aurai une réponse cette fois—si le gouvernement trouve qu'en raison des statistiques sur le chômage, des perspectives qui se gâtent dans le monde des affaires et du nombre décevant de mises en chantier au cours des quatre premiers mois de l'année, il faudrait augmenter encore davantage le chômage? Je demande expressément au premier ministre suppléant si le gouvernement songe toujours à présenter à cette fin le règlement sur le crédit à la consommation?

[L'hon. M. Stanfield.]

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, je signalerai ces questions au ministre des Finances, car je prévois qu'il y répondra si, comme je le crois, le parti de l'honorable représentant présente cette motion demain. A mon avis, ces questions sont importantes. Je ne prétends aucunement que la question du chômage n'est pas grave; mais je crois sérieusement qu'on ne saurait en traiter convenablement au cours de la période des questions.

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les îles): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire. Comme les chiffres qui viennent d'être publiés indiquent qu'à la mi-avril de cette année, il y avait 112,000 chômeurs de plus qu'à la mi-avril de l'an dernier, et comme cette augmentation représente surtout des jeunes, où le nombre de sans-travail depuis plus de trois mois, même plus de six mois, a augmenté sensiblement, le premier ministre suppléant peut-il indiquer à la Chambre si le gouvernement songe à suivre l'exemple de la Federal Reserve Board des États-Unis, qui a augmenté modérément la masse monétaire depuis la mi-mars afin de stimuler l'économie et d'accroître les emplois?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, comme on l'a dit à la Chambre l'autre jour, certains changements ont été apportés à la politique monétaire. Il y a eu un léger relâchement. Il y a aussi lieu de noter que la Banque du Canada et le gouvernement ont pris des mesures pour contrebalancer la très forte augmentation des liquidités attribuable à l'accroissement des réserves. Voilà qui prouve la très grande confiance du monde dans la situation économique du Canada et l'avenir de notre pays.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les îles): Une autre question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Comme sur la scène nationale les ventes au détail ont diminué de deux milliards de dollars en mars, et que les mises en chantier sont passées de 250,000 à 168,000, puis-je demander au premier ministre suppléant si le gouvernement a même pensé à créer de l'emploi et à stimuler l'essor économique en supprimant la taxe de vente de 11 p. 100 sur les matériaux de construction, et en faisant en sorte que le ministre des Finances envisage avec les banques et les institutions de prêt la possibilité de réduire les taux d'intérêt sur les hypothèques?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, je crois que l'une des évolutions intéressantes